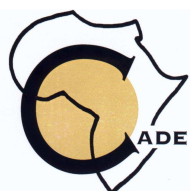


La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Avril 2009 - n° 120



Débat du mois :

« Les tensions politiques et sociétales en période de récession : la Côte d'Ivoire et le Kenya »



enda europe

Éditorial

Beaucoup de bruit pour ... ?

La réunion du G 20 a certes mobilisé fortement les médias ces derniers temps, mais quelles conséquences peut-on en attendre, en particulier pour l'Afrique subsaharienne qui y était si peu présente, en dépit de son poids démographique et de sa position de réservoir de ressources naturelles nécessaires à l'économie mondiale ?

On pouvait légitimement craindre que les décisions ou les orientations que pourrait prendre le G 20 soient dans la droite ligne d'une exploitation « coloniale » des atouts de l'Afrique, les premiers intéressés par l'exploitation des richesses de leur continent n'ayant pas voix au chapitre.

Dans la panoplie des mesures annoncées, un certain nombre permet d'espérer que ces craintes ne soient pas complètement fondées. Reconnaissons notamment que le discours sur la lutte contre l'évasion fiscale et les attributions de crédit au niveau mondial forment un signe donné dans la bonne direction. Mais d'autres domaines d'importance sont restés, apparemment au moins, totalement occultés.

Il n'a pas été question d'une autre crise alimentaire africaine, qui risque pourtant de se manifester très tôt et d'être plus sérieuse que celle dont s'est fait l'écho le monde médiatique l'année dernière. La soudure 2009 se passe sans difficultés majeures au niveau mondial grâce à des récoltes 2008 d'un très bon niveau, mais rien n'a été préparé pour pallier les difficultés connues précédemment. En revanche, l'on a assisté ces derniers temps, en Afrique notamment mais aussi en Asie tropicale, à une quasi razzia sur les terres agricoles, ainsi d'ailleurs que sur les mines*, de la part de pays exté-

rieurs (asiatiques ou moyen-orientaux notamment) qui s'apparente à une démarche néocoloniale. Et ceci d'autant plus que les terres ainsi retirées du circuit national ne seraient pas forcément consacrées à l'alimentation, qu'elle soit locale, nationale ou mondiale, mais destinées prioritairement à des cultures industrielles au sens large du terme.

L'enjeu est de taille pour un continent à la démographie galopante et où la majorité de la population agricole n'a pas les moyens de posséder la terre qu'elle travaille, que ce soit à des fins alimentaires (vivrier) ou économiques (cultures de rente).

Viennent se greffer sur cette problématique de base les problèmes de la maîtrise de l'eau et de la formation des générations montantes.

Certes le G 20 n'avait pas pour vocation de régler d'un coup de baguette magique l'ensemble des problèmes du monde, mais il semble bien, au simple énoncé des difficultés prévisibles à relativement court terme, qu'il se soit contenté de tenter d'éteindre les flammes de l'incendie financier, ce qui est déjà beaucoup. Dans la mesure où ce premier objectif sera atteint, il reste à espérer que les consensus péniblement obtenus débouchent sur une poursuite de la collaboration mondiale pour résoudre les urgences, tout en souhaitant que cette attitude raisonnable ne se manifesterait pas trop tard. ■

La Cade

* cf notamment: pour les terres agricoles « *Le Monde* » du 15 avril et pour les mines, le film de T. Michel « *Katanga Business* »

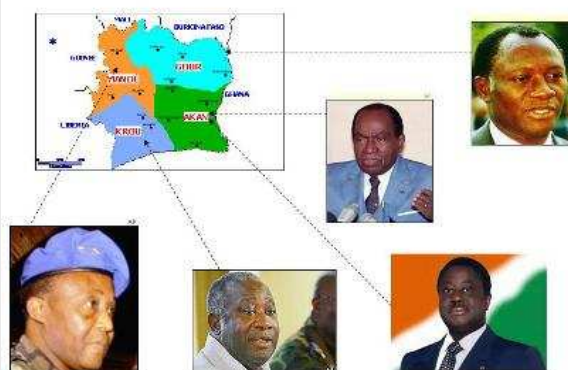
Cycle « Lieux et territoires de mobilisation des ressources futures »

5. « Les tensions politiques et sociétales en période de récession : la Côte d'Ivoire et le Kenya »

Cette rencontre-débat traitera des tensions politiques et sociétales en période de récession dans deux pays africains, qui ont été récemment le théâtre de conflits meurtriers, interpellant la communauté internationale : la Côte d'Ivoire et le Kenya. Ces tensions nées de conflits dans le domaine foncier rural, sont liées au passage de la tradition à la modernité. Elles sont à l'origine de la mort de milliers d'individus et d'une situation économique difficile. Il s'agira, lors de ce débat, d'analyser les origines des tensions pour mieux appréhender le futur. Ce soir, deux intervenants s'exprimeront sur le sujet : **Valérie Thorin**, journaliste grand reporter pendant dix ans pour le journal « Jeune Afrique » et actuellement chez « Afrique/Asie » et **Francis Akindès**, professeur titulaire de sociologie du développement à l'univer-

sité de Bouaké, maintenant à Abidjan, et titulaire de la chaire UNESCO des droits de la personne et la démocratie.

Appartenance régionale des leaders politiques



Leaders politiques de la Côte d'Ivoire : Félix Houphouët-Boigny, Alassane Dramane Ouattara, le Général Robert Guéi, Laurent Gbagbo, Henri Konan Bédié. © Francis Akindès

Conflits fonciers et identitaires en Côte d'Ivoire

Valérie Thorin nous fait partager son expérience de terrain, en précisant qu'elle adopte un point de vue neutre vis-à-vis des parties en présence et qu'en Côte d'Ivoire, elle a surtout travaillé dans le Nord à partir du Burkina-Faso de 2002 à 2005.

Dès le début des années 80, la Côte d'Ivoire est dans une période de récession économique. Le pays avait, en effet, bâti son économie sur la vente des matières premières : coton, café et cacao dont les prix étaient devenus extrêmement bas. Parallèlement, le plan d'ajustement structurel, en application à l'époque, n'a fait qu'aggraver la situation en diminuant les dépenses publiques, ce qui entraîna une dégradation des infrastructures et l'augmentation des impôts, alors même que l'inflation et le chômage pesaient déjà sur la population. Ce qu'on a appelé « la pluie de milliards » versée par le FMI et la Banque mondiale dans les années 90, à travers les crédits d'ac-

compagnement, a plus été utilisée pour finan-

cer et soutenir la mauvaise gouvernance en place, que pour stabiliser l'économie. Par ailleurs, la corruption omniprésente en Côte d'Ivoire priva le pays de projets d'aide extérieure.

A la campagne de nombreux heurts éclataient à cause de la baisse constante des prix des matières premières et à propos des conflits fonciers liés à des dissensions d'origine communautaire entre Ivoiriens et étrangers. En 1998 la question foncière a largement investi le domaine politique. Le Parlement a voté une loi organisant le passage à la propriété privée des terres cultivées par les paysans, sauf s'ils étaient immigrants ou étrangers, en grande majorité Burkinabés. Il s'en est suivi une large opération de spoliation des terres et d'expulsion : le concept d'ivoirité émergea alors progressivement.

Ce contexte économiquement et socialement dégradé suscita une colère qui s'est exprimée en 1999

par le coup d'Etat du général Guéi, puis, en 2002, par une tentative de coup d'Etat qui divisera le pays en deux : Nord et Sud. Pour la première fois en Côte d'Ivoire, on assista à une instrumentalisation politique des différends communautaires préexistants et des conflits fonciers. Parallèlement les allers et retours entre droit civil et droit coutumier, l'un ou l'autre étant utilisé selon les avantages qu'il offrait, créait un climat délétère. Les communautés rurales résistaient à l'arbitraire de l'Etat en se référant au pouvoir coutumier, tandis que les compétences des chefs traditionnels ne cessaient d'être amputées par de nouvelles lois. Toutefois, si certains parlent légitimement d'une ethnicisation du politique en Côte d'Ivoire, la scission du pays ne repose ni sur une base ethnique, ni sur une base religieuse : musulmane au Nord, chrétienne au Sud. Guillaume Soro, l'actuel premier ministre, leader de la rébellion au Nord, est chrétien.

Le Nord s'organise : les activités agricoles se poursuivent et les camions transportant les produits exportés sont taxés au passage de la frontière, comme à la douane. Une économie informelle se développe, les petits potentats locaux y trouvant leur place. Le système économique est de plus en plus basé sur le troc, par manque d'argent liquide en circulation. En 2005, il n'était plus question de s'engager dans les rangs des rebelles pour obtenir justice, réparation et reconnaissance. Les enjeux (fonciers, de nationalité) ont dépassé les individus, chacun s'en remettant à ses leaders, notamment *Guillaume Soro*, qui a su occuper le terrain pendant cette période. Le retour d'un Etat unifié, après les accords de Ouagadougou, n'a pas été sans mal.

Déni de démocratie au Kenya

V. Thorin analyse ensuite le cas du Kenya où le calme est revenu en mars 2008, suite aux accords nationaux de réconciliation du 28 février 2008, fortement encouragés par la communauté internationale, l'Union africaine et l'ancien secrétaire général des Nations Unies, *Kofi Annan*. Des réformes profondes, dans les domaines institutionnel, économique et social, ont été instaurées. Le bilan humain du conflit s'élevait à quelques 1.300 morts et 500.000 déplacés, alors même que le Kenya apparaissait comme un îlot de stabilité et de prospérité économique dans la corne de l'Afrique. Pour retrouver les origines du conflit, il faut remonter aux élections de 2002 où les Kenyans avaient cru voter contre un gouvernement dictatorial, pour la fin des inégalités, de la violence politique, de la corruption et du népotisme. La coalition Arc-en-ciel avait, en effet, promis l'élaboration d'une nouvelle constitution, mais les fraudes électorales ont confirmé à une population déçue que le pouvoir était confisqué par une élite privilégiée insouciant des doléances populaires.

Il faut savoir que le Kenya, comme de nombreux pays d'Afrique, dispose d'un terreau fertile propice à

l'éclatement de tels conflits : un antagonisme ancien et irréductible qui oppose les communautés culturelles entre elles. Cette rivalité s'est manifestée dans la vallée du Rift partagée entre les cultivateurs sédentaires installés depuis l'indépendance (*les Kikuyu*), aujourd'hui représentant 20 à 30 % de la population totale, et les pasteurs (*les Kalenjin* et *les Massai dans le pays depuis toujours*) : environ 11 % de la population. A leurs côtés se rangent alternativement les *Luo* (13 %) et les *Luhya* (14 %) selon des alliances objectives. Pour torpiller le multipartisme, qui avait dû être accepté sous la pression internationale dans les années 90, le pouvoir a adopté une véritable stratégie de pourrissement des différends fonciers entre communautés, dans un pays où les terres arables ne représentent que 4 % de la superficie totale.

Lors des élections de 2008, *Raila Odinga* était largement en tête dans les sondages, ayant fait sa campagne sur la lutte contre la corruption, l'aide aux investissements privés pour combattre le chômage, le respect des minorités. Alors que les premiers résultats partiels lui donnaient 1 million de voix d'avance sur 8 millions d'électeurs, il a été battu de 200.000 voix par son adversaire, le président *Kibaki*. C'est la conséquence d'une technique, employée aussi ailleurs, dite d'inversion des résultats. En réaction *Raila Odinga* lança sa communauté *Luo* contre les *Kikuyu*. Après des heurts violents et meurtriers, sans qu'il n'y ait jamais eu le génocide dont on a parlé, la formation d'un gouvernement d'union nationale largement majoritaire (*Kikuyu, Kalenjin, Massai*) a finalement apaisé les tensions, sans résoudre les problèmes. Ayant gagné un peu de visibilité en refusant de participer au

gouvernement en place, *Raila Odinga* fut très critiqué par la communauté internationale et l'Union Africaine, comme refusant la démocratie dans un pays géostratégiquement important pour la stabilité du continent. Il accepta finalement le poste de Premier Ministre.



Valérie Thorin © CADE

En conclusion V. Thorin constate que la société kenyane reste minée par des démons communautaires, facilement instrumentalisés. Mais ce genre de manipulation électorale nous éloigne de l'exercice de la démocratie. Pour elle en effet, la meilleure solution pour conquérir le pouvoir est de se ranger derrière des institutions, même imparfaites,

qui par nature garantissent la stabilité politique et l'exercice du pluralisme dans un pays. Si les principes démocratiques avaient été respectés au Kenya, les élections auraient même pu aboutir à l'alternance politique et, dans tous les cas, auraient évité un bilan humain et économique lourd.

L'Houphouëtisme

Francis Akindès intervient ensuite.

La trajectoire de la Côte d'Ivoire a été marquée par une longue période de prospérité et de stabilité politique, au cours de laquelle elle a fait figure de leader dans la région. Elle fait « feu de tout bois » après l'indépendance : un taux de croissance économique de 7 % dans les années 70, des infrastructures socio-économiques modernes, une qualité de vie d'une large classe moyenne au-dessus de la moyenne sous-régionale, malgré les inégalités structurelles. C'était en fait une reconduction de la politique d'aménagement coloniale du territoire, plutôt favorable à l'immigration de la main-d'œuvre, professionnelle et intellectuelle, africaine et française et des capitaux. Pourtant, à la fin des années 80 le slogan de développement « La Côte d'Ivoire moderne et modèle » a été remis en cause.

L'époque de prospérité de la Côte d'Ivoire était basée sur une ingénierie politique particulière qu'on peut appeler « Houphouëtisme ».

Celle-ci comprenait :

- 1) une politique volontariste et centralisée d'ouverture sur l'extérieur ;
- 2) la philosophie dite « du grilleur d'arachide » (il en goûte un peu), qui implique la légitimation de la prévarication, en vue de créer une classe de possédants, qui apporterait plus tard des investissements nationaux ;
- 3) une gestion paternaliste de la diversité sociale, qui hiérarchisait le pouvoir et la société suivant des lignes ethniques en privilégiant le schéma *Akan*, ethnie du président, au détriment des autres.

Tout ce dispositif entre en crise dans les années 80. La chute des recettes fiscales, conjuguée à la détérioration des termes de l'échange et à la crise de l'endettement, ont obligé la Côte d'Ivoire à recourir aux politiques d'ajustement structurel préconisées par les institutions de Bretton Woods. En même temps, François Mitterrand a demandé aux États africains de se démocratiser. Ces deux facteurs ont révélé l'usure de l'Houphouëtisme. Enfin, la mort en 1993 de Houphouët-Boigny, l'« architecte politique », a marqué la fin d'une ère, ses successeurs ne sachant pas gérer le modèle politique mis en place.

Après 1993 la géographie du pouvoir devient intéressante. Le Président, détenteur du pouvoir politique était *Akan*, de même que le président de l'Assemblée Nationale ; le poste de Premier Ministre, non prévu dans la constitution, était accordé à un membre des *Gour* dans le Nord ; le principal leader de l'opposition, quant à lui, était *Kru*, une de ces ethnies disqualifiées par le pouvoir.

Les inégalités horizontales

Juste avant la mort de Félix Houphouët-Boigny, de 1990 à 1993, les manifestations générées par les plans d'ajustement structurel avaient été contenues par la force. Puis après 1993, sous Bédié, la police s'opposa violemment à ceux qui résistaient à l'ethno-nationalisme, tandis que l'« ivoirité » se conceptualisait. Il s'agissait de ne pas laisser accéder au pouvoir politique et économique que ceux qui en étaient dignes, en fait les *Akan*, et d'éviter l'arrivée d'étrangers dans l'économie. C'est la préférence nationale et même ethnique. En 1999, un coup d'État empêche Koman Bédié de finir son mandat et le



Francis Akindès © CADE

général Guéï, de l'ethnie *Mandé*, s'installe au pouvoir. Sous son administration, la Constitution a été révisée pour préciser les conditions imposées aux candidats aux postes politiques : être ivoiriens soit de père *et* de mère, soit de père *ou* de mère. Le principal concurrent, à éliminer, Alassane Ouattara étant censé être fils d'immigré, le général Guéï a fait la promotion du « et ». Ce conflit, ajouté aux tensions foncières (la main d'œuvre dans le secteur agricole étant burkinabé), a mis la société ivoirienne en ébullition à propos des préférences nationales. Il fallait protéger un pays qui comptait 26 % d'étrangers.

Ensuite le coup d'État de 2002 apparaît comme une « thérapie de l'ivoirité », de l'exclusion. Pour les gens du Nord, plus menacés que d'autres, « trop c'est trop ». Et pourtant cette région défavorisée par la nature bénéficiait de mesures compensatoires. Il s'agissait d'une remise en cause des acquis d'un modèle qu'il fallait réinventer. Après quarante ans d'expérience de

la construction d'une nation, il y avait donc un retour du primat du politique sur l'économique et la réinvention d'un ordre politique basé sur une demande politique, pour une correction des inégalités horizontales. Toutes les communautés ne se sentaient pas participer également à la répartition des ressources politiques, économiques, sociales et culturelles. La volonté de renverser cette inégalité est devenue source de violences politiques en 1993, 1995, 2000 et allant, en 2002, jusqu'au conflit armé meurtrier à caractère ethnique prononcé.

Alors qu'aucun texte ni coutume orale ne parle d'exclusion, le sentiment d'être exclu des faveurs de l'État est lié aux fondements de la société ivoirienne. L'ingénierie politique est calquée sur les identités ethniques justifiant des opportunités inégales d'accès aux espaces de pouvoir. Les communautés s'organisent ; elles s'identifient à un homme, soit pour accéder au pouvoir, soit pour le conserver. On remarquera qu'au Nord comme au Sud, les mouvements politiques se disent « patriotes ».

Cette sociologie des inégalités horizontales permet de questionner la « gouvernementalité » en Côte d'Ivoire et d'analyser les préjugés ethniques comme un savoir commun et une ressource politique. L'État est alors perçu comme une entreprise, qui ouvre, pour la communauté en place, l'accès aux ressources et au profit. De ce fait, la démocratisation devient une nouvelle opportunité, pour chaque communauté, d'accéder au pouvoir.

L'histoire de la Côte d'Ivoire c'est le résultat de l'action d'un visionnaire, un homme charismatique, qui a mené le pays à la prospérité. Mais la gouvernance centralisée à l'ivoirienne, qui a produit des résultats en termes de croissance, n'a pas résisté aux situations de crise économique. La Côte d'Ivoire doit maintenant procéder à la « réinvention d'elle-même ».■

D é b a t

Jean Louis Domergue, modérateur de la réunion, a rencontré des Kenyans. Ils font preuve d'une vraie volonté de démocratie. Il y a consécration du politique, c'est pourquoi la fraude électorale de 2002 a fait scandale. Il pose la première question.

Comment peut-on sortir de cette ethnisation politique, qui est une base du gouvernement depuis la fin de l'époque coloniale ? Quels sont les acteurs de la société civile qui peuvent y contribuer ?

Pour V. Thorin, il est préférable de se reposer sur un système plutôt que sur des hommes. En effet, aussi providentiel que soit un homme, son action, à travers ses valeurs, ne sera jamais aussi puissante que celle des institutions. C'est pourquoi il faut renforcer les institutions et permettre ainsi l'alternance politique et la possibilité de se séparer du vote ethnique pour orienter son choix selon un programme, des compétences, une expérience et des solutions proposées par un candidat.

En Côte d'Ivoire, l'une des causes du conflit concerne le foncier et les difficultés dues à la présence de populations d'origine étrangère. Quel est le poids relatif de cet élément dans le conflit ?

F. Akindès rappelle qu'en période de prospérité l'ouverture vers l'extérieur avait favorisé l'entrée de populations burkinabées, les jeunes trouvant dans les villes des opportunités d'emploi. Avec la crise économique ces populations ont posé problème, car lorsque les jeunes, déçus par la ville, reviennent dans les campagnes, ils constatent la rareté des terres disponibles à cause de la présence des étrangers. Se pose alors la question politique de l'accès au pouvoir, et même de la survie. La tension naît avec les parents, qui ont cédé ces

terres en oubliant leurs enfants et avec les Burkinabés et autres « étrangers » (même ivoiriens d'ailleurs) qui les occupent. Le foncier est donc devenu un élément sensible et politiquement stratégique, le moindre incident entraînant des réactions brutales.

On demande à V. Thorin de préciser ce qu'elle entend par « les difficultés à faire revenir l'Etat dans le nord de la Côte d'Ivoire ».

Lors de son passage en 2005, elle a constaté une sorte d'autonomie économique de cette région. Les paysans travaillaient, vendaient leurs cultures. Une économie informelle s'installait. Le nord de la Côte d'Ivoire bénéficiait, en effet, d'un statut particulier : il ne payait pas d'impôt, les réglementations n'y étaient pas respectées et la justice était expéditive. A l'époque il ne paraissait pas simple d'ôter le pouvoir des mains des petits potentats locaux qui s'étaient organisés, pour restaurer l'autorité de l'Etat.

Interrogé sur le rôle des entreprises occidentales dans le conflit en Côte d'Ivoire, F. Akindès rapporte ce que disaient les partisans du pouvoir. Ils affirmaient, par exemple, que la rébellion avait été armée par des entreprises françaises pour se protéger de la concurrence chinoise, qui risquait de découler des négociations en cours. On a pu entendre également que certaines entreprises américaines du cacao auraient financé le conflit armé pour faire grimper les cours de cacao en bourse.

Les cercles de solidarité actuellement à base ethnique et en difficulté pourraient-ils-ils s'étendre à la nation ?

Ce serait la sécurité sociale, dit V. Thorin. Pour F. Akindès cette crise remonte à 1990, lorsque avec les



plans d'ajustement structurel, on a eu moins d'Etat alors qu'il en aurait fallu plus. Réduite aux seuls individus cette obligation pèse toute entière sur les quelques uns qui ont réussi. Les religions interviennent et proposent des illusions. Avec la monétarisation de l'agriculture, la solidarité traditionnelle est devenue virtuelle. Il faudrait des innovations.

Enfin, une dernière question concerne l'exercice de la démocratie.

Du fait de ses nombreuses expériences électorales en Afrique, V. Thorin est convaincue des bienfaits du système démocratique. Pour elle, il est parfaitement adapté au continent africain ; ce n'est ni une importation occidentale, ni une question de maturité. Aujourd'hui les gens veulent exercer directement un pouvoir de décision sur le choix de leur gouvernement, à travers des élections modernes et respectées. La prise du pouvoir par la violence à travers un coup d'Etat ne constitue en rien une solution à long terme. Les hommes politiques qu'elle a rencontrés sont, toutefois, moins formels. Mais c'est ce que pense la société civile, qui selon elle, fait marcher le pays et non pas la classe politique. ■

**Louise Brun,
Marco Negréte Jimenez,
Etudiants à Sciences Po**

NDLR : en ce qui concerne les noms d'ethnies, le conférencier a utilisé les noms « savants » des groupes ethniques, pour ceux qui connaîtraient la Côte d'Ivoire et seulement les appellations vernaculaires : au groupe Akan appartiennent les Baoulé (Houphouët-Boigny, Konan Bédié), au groupe Kru, les Bétés (Laurent Gagbo), au groupe Gour, les Sénoufo (Guillaume Soro).

Information : vous pouvez écouter sur RFI, l'interview de **Jérôme Lafargue**, chercheur de l'IFRA (Institut Français de Recherche en Afrique) à Nairobi, sur la situation politique au Kenya.
http://www.rfi.fr/radiofr/emissions/109/accueil_514.asp

Des surprises et des interrogations

A la veille du Sommet des institutions financières internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international FMI) qui s'est déroulé à Washington les 26 et 27 avril, les ministres des finances du G 7, qui représentent leurs pays à ces assemblées, ont mis en doute les prévisions alarmistes émises par le FMI à propos des banques. Selon lui, elles vont perdre 4.000 milliards de dollars. Ce chiffre serait basé sur de mauvaises méthodes de calcul, disent les ministres membres du FMI. En outre, ils évoquent, tous d'accord pour la première fois, des signes de stabilisation de la crise et un redressement de l'économie d'ici fin 2009.

Ce genre de contradiction ne devrait pas surprendre, car les experts sont souvent en désaccord. Mais s'agissant en fait de la vie du monde, certains diraient que « ça fait désordre ». Autre désordre, heureux celui-là. Les faits ont démenti d'autres prévisions alarmistes concernant d'une part les transferts des migrants, d'autre part l'évolution de l'Aide publique au développement (APD).

De bonnes surprises

Le ministre sénégalais de l'Economie et des Finances vient de déclarer : « Je voudrais démentir une information qu'on a souvent donnée et à laquelle nous avons tous cru. Il n'y a pas de baisse des transferts des émigrés... il y a même une augmentation ... en tout cas pour le moment ». Le FMI avait prévu en 2008, pour le Sénégal, 400 milliards de FCFA de transfert, contre 555 réalisés en provenance d'Europe et des Etats-Unis. Encore faut-il connaître les raisons de cette inversion, car elles apporteront, sans doute, un éclairage nouveau sur les motivations des migrants.

Quant à l'aide au développement, c'est l'OCDE elle-même qui l'assure : en 2008 elle a été à son plus haut niveau. Selon le Comité d'aide au développement (CAD), elle aurait atteint 120 milliards de dollars, soit 0,30 % du revenu brut de l'ensemble des pays membres du CAD. Compte non tenu de l'allègement de la dette, l'Afrique subsaharienne aurait reçu 22,5 milliards de dollars, en hausse de 10 % sur l'année précédente. Parmi les cinq plus gros donateurs, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon ont majoré leur appui d'un pourcentage allant de 38 à 12 %, mais pas la France. Elle serait la seule à confirmer ce qui était unanimement annoncé, que la crise limite les ressources budgétaires. Contre toute attente, les diverses promesses d'augmentation de l'aide, notamment celles faites au G7 en Ecosse en 2005, pourraient être respectées. Car, en dollars constants de 2004, cette augmentation demanderait « seulement » 20 milliards de dollars de plus en 2010. Il reste à s'assurer que ces chiffres et cette tendance seront confirmés.

Du concret

Autre bonne nouvelle, qui n'est pas une prévision, mais une réalité. La Société financière internationale (SFI) a promis 5 milliards de dollars de prêts pour stimuler le commerce en Afrique subsaharienne. L'opération « Global Trade Liquidity Programme » a déjà commencé à apporter aux banques africaines les fonds qui leur manquent actuellement pour financer l'économie. Les prêts seront accordés « de manière responsable, en tenant compte du contexte économique et financier ambiant ». Ils sont particulièrement destinés au commerce entre pays africains et avec le Brésil, l'Inde et la Chine. Ils devraient générer des transac-

tions d'un montant global pouvant atteindre 50 milliards de dollars.

Des interrogations

L'avenir n'est pas pour autant dégage. Le rapport du FMI sur l'Afrique, publié le 25 avril, alerte les Etats du sous-continent sur les menaces que la crise fait peser sur la croissance, seul moyen de lutter contre la pauvreté. Or elle ne devrait pas dépasser 2 % cette année, contre 6 % l'an dernier. Le FMI recommande de fuir les mesures protectionnistes et de penser à la dévaluation. « La monnaie devra se déprécier dans les pays où les termes de l'échange se sont détériorés... Lorsqu'il y a rattachement du taux de change, on pourrait envisager de l'assouplir ». La parité franc FCFA / euro est donc visée.

Dans cette actualité, on ne voit pas la concrétisation des mesures décidées le 2 avril au G 20. Il y en a, mais c'est difficile. D'une part, le FMI voudrait vendre 6 milliards de son stock d'or au profit des pays les plus pauvres. Mais au sein de l'institution, tout le monde n'est pas d'accord. Il faudra donc attendre un peu. D'autre part, il faut trouver les 500 milliards de dollars supplémentaires accordés au FMI à Londres. L'Europe, le Japon, les Etats-Unis ont promis chacun environ 100 milliards. La Chine envisage 40 milliards et la Suisse dix. On cherche les compléments.

Et c'est le secteur privé qui apporte une lueur d'espoir dans ce contexte. Le nouveau président du CIAN (Conseil français des Investisseurs en Afrique) Alexandre Vilgrain, affirme, parce qu'il le constate, que le risque financier africain est moins important que le risque américain ou européen. C'est un appel aux IDE, les investissements directs étrangers. ■

Robert Ginésy

Des succès en Afrique subsaharienne... !!!

Cameroun Breuvages, retour gagnant !

En 2001, le docteur Roger Njitchoua a 42 ans, il vit à Paris, père de 5 enfants, il est universitaire, spécialiste en sciences de l'eau, enseignant-chercheur à l'Université d'Orsay (Paris XI). Une réussite d'intégration pour ce Camerounais, arrivé en France en 1982.

Mais à l'occasion d'un séjour au Cameroun, il prend conscience de l'enjeu sanitaire et social que représente l'accès à l'eau potable. En effet, le marché de l'eau est principalement dominé par deux entreprises qui exploitent des sources proches du mont Cameroun et qu'elles commercialisent en bouteille. Mais l'eau reste chère et inaccessible aux couches populaires qui vivent dans les quartiers les plus pauvres de Douala. Elles n'ont alors d'autre choix que de consommer des eaux en sachet, certes bon marché, mais dont la qualité est douteuse.

Fort de son expérience et de ses compétences dans le domaine de l'eau, le Dr Roger Njitchoua revient en France persuadé que le défi à relever est d'offrir de l'eau d'une qualité irréprochable, conditionnée en sachets, au même prix que les concurrents « informels » !

C'est ainsi que naît le projet de création de Cameroun Breuvages. Mais de l'idée à la réalisation, le chemin est long et il passe par le parcours du combattant de la recherche de financement. La tradition des tontines est forte au Cameroun et c'est au sein de la communauté camerounaise en France et au Cameroun qu'il trouve ses premiers soutiens financiers : une trentaine de Camerounais de la diaspora et du terroir adhère à son projet et apporte au total près de 50 k€. Roger Njitchoua y ajoute la totalité de ses économies et il peut démarrer... Il faut maintenant trouver une source. C'est à près de 100 m de profondeur, dans le bassin de Douala, que l'eau Sawawa (ce qui signifie « l'eau de la côte ») sera captée.

Ces premiers résultats lui permettent de renforcer la crédibilité de son projet auprès d'investisseurs. Les banques sont réticentes à accompagner une société en création. Après des démarches auprès de nombreux partenaires potentiels, c'est auprès d'I&P (Investisseur et Partenaire pour le Développement) qu'il trouve le financement complémentaire dont il a besoin pour boucler l'opération.

En 2004, la société CAMEROUN BREUVAGES SA est juridiquement et administrativement créée, et en février 2005, les premiers sachets de Sawawa sont mis sur le marché. Le marketing est clair : l'eau de qualité pour tous. Les sachets sont vendus 50 FCFA (0,075 €),

ce qui laisse une marge faible pour l'entreprise, la société doit rapidement atteindre des volumes de vente importants, mais la distribution est difficile.

Durant trois années, la société perd de l'argent, mais Roger Njitchoua s'accroche et fait preuve d'une détermination sans faille.

Ses associés le suivent et le soutiennent.

La marque s'impose alors petit à petit sur le marché et dès 2007, elle est incontestablement leader du marché de l'eau en sachet qui compte pourtant une quinzaine de concurrents, dont beaucoup essaient de copier Sawawa. En 2008, c'est plus de 10 millions de sachets qui sont vendus, la société augmente ses capacités de production, et garde une longueur d'avance en lançant une nouvelle gamme de produits : l'eau aromatisée sous la marque Pamparam, c'est un succès !



Dr. Roger Njitchoua dans son laboratoire de production. © R. Njitchoua



Sachet d'eau Sawawa. © R. Njitchoua

Alors que l'on associe souvent co-développement et aide au retour, l'exemple de Cameroun Breuvages démontre que la création d'entreprise par des personnes de la diaspora qui mettent au profit de leur pays leur connaissance et leur expérience est possible, mais cela reste un parcours difficile.

Cet exemple démontre aussi à quel point l'Afrique est terre d'opportunités pour les entrepreneurs, des marchés restent à créer et devenir en quelques années leader dans un domaine est possible, ce qui est inconcevable dans les marchés du nord, matures et saturés.

Enfin, le parcours de Roger Njitchoua rappelle encore à quel point la persévérance et la détermination sont des traits communs à tous les entrepreneurs qui réussissent. ■

Pierre Carpentier

☞ Contact : Roger Njitchoua
Courriel : roger.njitchoua@yahoo.fr
Information : www.ip-dev.com

Une « oasis scientifique » au cœur du Gabon

Ebola, Marburg, Crimée-Congo, Dengue, Chikungunya. Ces noms, derrière lesquels se cachent quelques-uns des virus les plus dangereux de la planète, rythment le quotidien d'Eric Leroy, Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Installé au Gabon depuis une dizaine d'années, au sein du Centre International de Recherches Médicales de Franceville (CIRMF), il y dirige en effet l'Unité des Maladies Virales Emergentes qui abrite, en particulier, l'un des deux seuls laboratoires P4 du continent africain. Le « Prix Christophe Mérioux 2009 » qui vient de lui être attribué, récompense, certes, ses travaux scientifiques, mais aussi plus généralement l'ensemble de ses actions en matière de santé publique, de formation et de développement.



Enquêtes effectuées au village Ndongo, lors de l'épidémie d'Ebola qui a sévi en RDC en 2007. © Alain Epelboin

Tous ceux qui, lorsqu'ils parlent de l'Afrique, so-disant en connaisseurs, oublient systématiquement d'évoquer le potentiel scientifique de ce continent, préférant s'appesantir sur ses nombreux problèmes, devraient venir faire un tour au cœur des terres humides et chaudes du Gabon, plus particulièrement au sud-est de ce pays, là où est installé le Centre International de Recherches Médicales de Franceville (CIRMF). Ils y découvrirait une petite « oasis scientifique » où des chercheurs mènent des travaux dont les résultats font jeu égal avec ceux des meilleurs laboratoires des pays occidentaux. L'Unité des Maladies Virales Emergentes, que dirige Eric Leroy, Directeur de recherche à l'IRD, en est la parfaite illustration. C'est en effet en 1999, face à la multiplication des épidémies causées par le virus Ebola et à la demande des autorités gabonaises, qu'il a créé cette unité dans le cadre d'un partenariat entre le CIRMF, le ministère de la Santé du Gabon, le ministère des Affaires Etrangères et Européennes et l'IRD. « C'est le hasard qui m'a conduit au Gabon. Mais une fois sur place, confronté à ce type de virus que nous étudions, j'ai senti la volonté d'y rester pour y bâtir un laboratoire à la hauteur de ce fléau que représentent les fièvres hémorragiques ».

Aujourd'hui cette unité compte 18 personnes, parmi lesquelles 60 % de Gabonais, des chercheurs statutaires, des doctorants et des étudiants en Master, et 40 % de Français, dont trois chercheurs de l'IRD, deux assistants techniques qui sont des coopérants et un étudiant en Master de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon. « Avec la recherche et la santé publique, la formation est une des trois missions de l'unité. Nous accueillons régulièrement des étudiants en médecine gabonais de la Faculté de Médecine de Libreville qui viennent dans le cadre de leur thèse, mais également des étudiants qui poursuivent un cursus scientifique, que ce soit pour un Master ou un doctorat », résume Eric Leroy qui précise que toute la difficulté réside dans le fait de

prendre contact avec les étudiants qui pourraient être intéressés. « Franceville est assez isolé. Le bouche-à-oreille reste donc le principal outil de recrutement », regrette-t-il.

Un P4 pour quelques-uns des virus les plus dangereux

Pourtant, l'Unité des Maladies Virales Emergentes du CIRMF représente un splendide outil pour tout « apprenti chercheur ». Imaginez ! On y trouve l'un des deux seuls laboratoires P4, autrement dit classé « haute sécurité », du continent africain, le second étant la propriété du National Institute for Communicable Diseases (NICD) de Johannesburg, en Afrique du Sud. Les virus qui y sont « cloîtrés » font partie de l'élite mondiale, à commencer par Ebola, une véritable « pierre précieuse » pour tous les virologistes de la planète. Appartenant à la famille des *Filoviridae* ou *filovirus*, Ebola, qui compte cinq espèces (Zaïre, Soudan, Côte d'Ivoire, Bundibugyo et Reston), a été identifié pour la première fois en 1976, suite à des épidémies importantes à Nzara, au Soudan, et à Yambuku, en République Démocratique du Congo. C'est en 1994 que cette fièvre hémorragique est diagnostiquée pour la première fois au Gabon, où des flambées épidémiques vont se produire en février puis en octobre 1996. « C'est à la suite de ces épidémies qu'a émergé l'idée de créer une unité de recherche », rappelle Eric Leroy.

Depuis, cette équipe franco-gabonaise a beaucoup travaillé sur les aspects virologiques, épidémiologiques et immunologiques de ce virus. En 2005, dans le cadre d'une collaboration avec les chercheurs du NICD et du « Centers for Disease Control and Prevention », le très réputé CDC d'Atlanta, l'équipe d'Eric Leroy est parvenue à identifier le réservoir de ce virus, trois espèces de chauve-souris frugivores. « Au niveau immunologique, nous sommes les premiers à avoir montré que les pa-

tients qui décèdent de l'infection sont victimes d'un effondrement foudroyant de leurs défenses par destruction de leurs cellules immunitaires. De même, nous avons mis en évidence pour la première fois l'existence de patients infectés par le virus Ebola mais qui ne développent aucun symptôme de la maladie », souligne-t-il. Parallèlement, cette équipe mène depuis plusieurs années des travaux virologiques et épidémiologiques sur le virus de Marburg, autre virus de la famille des *filovirus*, détecté en 1967, à l'occasion de flambées épidémiques observées simultanément en Allemagne, à Marburg et Francfort, et en ex-Yougoslavie, à Belgrade.

Enfin, ces chercheurs s'intéressent aussi à l'étude d'un virus responsable d'une autre fièvre hémorragique dite de « Crimée-Congo », depuis la découverte récente d'une souche en République du Congo. Cette fièvre a été décrite pour la première fois en Crimée, en 1944. Mais vingt-cinq ans plus tard, il a été établi que l'agent pathogène responsable était identique à celui qui provoquait une maladie repérée dès 1956 au Congo. D'où son appellation si particulière de « Crimée-Congo ». Son virus, lui, fait partie des *Nairovirus*, un groupe constituant l'un des cinq genres de la famille des *Bunyaviridae*. En outre, depuis deux ans, cette équipe a entamé des recherches virologiques, épidémiologiques et immunologiques sur deux virus de la famille des arbovirus, responsable de la Dengue et du Chikungunya.



Autopsies de chauves souris pour la recherche du virus Ebola : prélèvement de sang et d'organes (foie, rate) pour lesquels les analyses seront effectuées au CIRMF, Gabon. © Xavier Pourrut, IRD.

Des collaborations avec des partenaires prestigieux

Pour mener à bien l'ensemble de ces travaux, Eric Leroy a mis en place, progressivement, un solide réseau de collaboration. « Ici, au sud du Gabon, nous sommes loin de tout et nous ne disposons pas de la totalité de la plate-forme technique nécessaire à nos études. D'où l'importance de ces collaborations ». Des collaborations avec des partenaires prestigieux dont rêveraient beaucoup de laboratoires des pays occidentaux. Ainsi cette unité travaille avec les chercheurs américains de la Special Pathogen Branch du CDC d'Atlanta, mais aussi avec ceux de l'US Army Medical Research Institute of Infectious Diseases (USAMRIID) de Fort Detrick, dans le Maryland, ou encore les équipes canadiennes du Laboratoire P4 de Winnipeg et celles du NICD en Afrique du Sud. « Nous collaborons aussi avec les chercheurs de l'Institut Pasteur du laboratoire P4 Jean Mérieux de Lyon et du laboratoire des virus

émergents de la faculté de Médecine La Timone à Marseille, de l'IRD.

En dix ans, Eric Leroy et son équipe ont donc bâti une unité de recherche qui a su se faire une réputation au niveau international. Preuve de cette réussite, la décision de lui confier la responsabilité de l'organisation de la quatrième édition du Congrès International sur les virus Ebola et Marburg. Ce grand rendez-vous, qui se tient tous les deux ans, s'est donc déroulé au Gabon, à Libreville, en mars 2008. Y ont assisté tous les grands experts de la planète. Pour Eric Leroy, cette reconnaissance de ses pairs est identique à celle que procurent les publications scientifiques. En revanche il considère que le « Prix Christophe Mérieux » que vient de lui attribuer la Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux est une récompense dont le caractère dépasse la seule science. « C'est l'ensemble de l'activité que je développe depuis dix ans, avec mon équipe, qui est reconnue. Cela comprend évidemment les aspects scientifiques, mais aussi de santé publique, de développement de structures pérennes qui permet au Gabon d'être reconnu au plan international sur cette thématique scientifique, sans oublier la mission de formation des jeunes cadres gabonais », confie-t-il.

Oasis scientifiques : un investissement à long terme pour l'Afrique ?

Pour autant, malgré ces diverses réussites durant ces dix dernières années, Eric Leroy reconnaît que « faire de la science en Afrique reste difficile ». Il est vrai que les collaborations extérieures peuvent pallier l'absence de certains outils au niveau de la plate-forme technique de l'unité. Le développement d'Internet, certes, a permis de rompre l'isolement intellectuel en permettant aux chercheurs de cette équipe de « se rapprocher » de leurs collègues du monde entier. Néanmoins, Internet ne remplacera jamais les échanges réguliers, voire quotidiens, souvent à la cafétéria, aux dires des chercheurs, au cours desquels émergent souvent des idées originales et de nouveaux concepts. Mais le problème le plus épineux est sans doute celui de l'approvisionnement en produits de laboratoire. « Parfois, un chercheur peut avoir besoin d'un produit en urgence, suite à certains résultats. Or ici, à Franceville, la commande d'un réactif peut nécessiter jusqu'à deux mois de délai », se désole le chercheur français. Alors oui, faire de la science en Afrique reste difficile, du moins beaucoup plus difficile que dans des pays comme la France ou les Etats-Unis. Mais à la vue des résultats obtenus par les chercheurs de l'Unité des Maladies Virales Emergentes depuis sa création, il est permis de se demander si ces « oasis scientifiques » ne représentent pas pour l'Afrique un investissement à long terme qui dépasse largement le cadre de la recherche. ■

Jean-François Desessard,
journaliste scientifique.

Contact : Eric Leroy
Courriel : eric.leroy@ird.fr



Billet Europe - Afrique

Le G 20 a traité les pays en voie de développement comme une variable d'ajustement : leur retour à la croissance est attendu de la reprise économique dans les pays du G 20. En attendant, la crise mondiale pénalise fortement les pays pauvres sans que personne s'en émeuve.

La Commission européenne en a pris conscience, mais s'est contentée de débloquent dès maintenant une partie de l'aide prévue cette année en leur faveur de façon à garantir une partie de leurs dépenses sociales: ce geste

porte sur 4,3 milliards d'euros dont 3 milliards pour les seuls ACP.

Cette mesure devrait être complétée d'ici la fin de l'année par la mise en oeuvre d'un instrument doté d'environ 500 millions d'euros destiné à compenser les pertes liées aux diminutions des exportations.

Mais que penser de la déclaration - très volontariste - du Président de cette même Commission Européenne, affirmant que l'U.E. respectera son objectif de porter de 49 milliards en 2008 à 69 milliards d'euros en 2010 le montant de son aide globale aux pays en voie de développement !■

Jean-Loïc Baudet

Lu pour vous :

L'Afrique au secours de l'Occident,

Anne-Cécile Robert, les Éditions de l'Atelier / Les Éditions Ouvrières, Paris 2006

J'ai découvert l'existence de *L'Afrique au secours de l'Occident*, en consultant les notes du dernier ouvrage d'Anne-Cécile Robert, écrit avec Jean-Christophe Servant, leur passionnant *Afrique, années Zéro, du bruit à la parole*, dont il a été rendu compte dans *La Lettre* 116.

Que n'ai-je lu plus tôt ce premier ouvrage de l'auteur, paru en 2006, car j'y ai trouvé les clefs avec lesquelles ces deux journalistes sont parvenus à pénétrer la complexité et l'opacité apparente des réalités africaines, les grilles de lecture qu'ils leur appliquent pour nous les restituer.

Le titre, *L'Afrique au secours de l'Occident*, est trompeur, car s'il s'applique bien au troisième et dernier chapitre, il ne traduit pas le contenu des deux premiers qui analysent le regard que nous portons sur l'Afrique et, par voie de conséquence, le regard que lui portent beaucoup de responsables africains. Je proposerais de l'intituler *L'Afrique au secours d'elle-même*, ce qui est finalement l'objectif que poursuit l'auteur, ce que l'écrivain Boubacar Boris Diop a souligné dans sa préface : l'Afrique n'est pas absente de l'Histoire, elle la subit depuis longtemps, et aujourd'hui, plus que jamais, elle doit réagir contre une domination que l'Occident cache mal sous les habits neufs de la mondialisation.

En 1998, l'économiste d'Enda-Tiers-monde, Philippe Engelhard, avait utilisé un titre assez proche, *L'Afrique, miroir du monde*, pour montrer dans un ouvrage magistral et pionnier, l'impasse du « modèle orthodoxe » de l'économie du développement, les perspectives nouvelles qu'offrait une croissance recentrée sur les marchés intérieurs africains, et pour proposer une approche anthropologique, socio-économique et politique de la lutte contre la pauvreté. Relues aujourd'hui, en pleine crise mondiale et pas seulement africaine, les analyses de Philippe Engelhard paraissent avoir été écrites pour prévoir la faillite du modèle global de développement...

Mais revenons à l'ouvrage d'Anne-Cécile Robert. Il est, lui aussi, d'une brûlante actualité. Le premier chapitre « Un miroir de l'Occident » est une critique vive et documentée - car Anne-Cécile Robert est une « journaliste de fond » qui n'affirme rien sans références - du modèle orthodoxe de l'Occident qui a enfermé l'Afrique et les Africains dans une sorte de ghetto idéologique et symbolique formé de l'humanitaire et de la globalisation marchande. Elle fustige le « libre échange, médicament qui tue », le financement des riches par les pauvres, la corruption partie intégrante de la mondialisation, des ingérences politiques cachées derrière des incantations démocratiques d'un modèle occidental poussé à l'absurde. « L'Afrique nous tend le miroir de la violence capitaliste qui a colonisé tous les cercles de pouvoir, de droite comme de gauche, en Occident ».

Le deuxième chapitre intitulé « Maudits soient les yeux fermés » dénonce une modernité africaine confondue avec l'extraversion des élites, « l'Afrique - cauchemar » dont raffolent les médias, la « vision caritative des rapports Nord - Sud » qui privilégie la société civile au détriment de l'État, l'aide qui, comme le feraient de prétendues réparations pour l'esclavage et la colonisation, entretient la dépendance.

En reprenant pour titre de son troisième chapitre, celui de l'ouvrage d'Erik Orsenna et d'Éric Fottorino, *Besoins d'Afrique*, Anne-Cécile Robert nous livre la partie plus originale de son travail. Elle décline au pluriel les « besoins d'Afrique » et montre la vitalité et la créativité africaines dans l'activité économique, le lien social, la vie culturelle et religieuse. Elle prend le risque d'interroger les valeurs et l'identité africaines pour affirmer avec Boubou Hama que « le plus grand bien que l'Afrique peut apporter à notre commune humanité est son



grand retard, celui-là même qui manque à l'Occident industriel pour devenir humain ». Les Africains sont en effet aux premières lignes du combat commun qu'il nous faut mener contre l'ordre injuste qui menace l'Humanité toute entière. La crise actuelle ne lui donne-t-elle pas raison ? Comme l'écrit l'historien Pierre Kipré dans sa postface, ce n'est pas une utopie de croire que l'Occident s'enrichira d'apports culturels africains, que l'Afrique contribuera à réapprendre l'humanité à une humanité déboussolée, sera présent dans le futur de l'humanité.

C'est pourquoi nous avons aimé ce livre lucide, courageux et généreux, « ni afro - pessimiste, ni afro - optimiste, mais afro - inconditionnel ». **A lire absolument ! ■**

Michel Levallois

Le prix Nobel, les arbres et la paix

Wangari Maathai : « Celle qui plante les arbres », autobiographie.

Editions Héloïse d'Ormesson, 2007, 380 pages, 23 euros.

Une Kenyane de la campagne, qui, en 1950, a eu la chance d'aller à l'école et le mérite de réussir ses études aux Etats-Unis, est devenue, à 64 ans, la première Africaine à recevoir le prix Nobel de la Paix.

En racontant sa vie personnelle, elle décrit la vie de son pays durant la seconde moitié du XXème siècle : le passage d'une société structurée par les ethnies, qui vivaient en parallèle mais sans heurts, à une « république démocratique » pour la communauté internationale, mais dictatoriale et corrompue à l'intérieur et jouant de ces ethnies.

Dans les années soixante-dix, des enfants dépérissaient dans sa région, jadis riche, car la déforestation avait laissé les eaux lessiver les terres, qui n'offraient plus la diversité alimentaire nécessaire. Emue, elle a planté son premier arbre, puis elle a lancé un mouvement de reforestation, qui a gagné tout le pays, l'Afrique et ailleurs dans le monde. Elle a été aidée par la présence à Nairobi de l'Agence onusienne de l'environnement et par les médias kenyans et internationaux. Pour elle, défendre la nature et défendre la démocratie, c'est un même combat. Elle avait un handicap : maître de conférence à l'Université de Nairobi, épouse d'un député dont elle a divorcé, elle n'était pas « une vraie femme africaine » qui savait « respecter les hommes ». Son acharnement à vouloir restaurer la démocratie lui valu prison et séjours de sécurité à l'étranger. Son double combat l'a fait connaître dans tout le monde anglo-saxon et à l'ONU. Depuis 2002 le pouvoir a changé, elle a été un temps ministre. En la distinguant en 2004, elle considère que le comité Nobel a reconnu le lien entre la sauvegarde de la nature et la paix. ■



Yves Catalans

Vu pour vous :

Sénégal La pollution de la baie de Han à Dakar

L'Agence française de développement (AFD) a présenté un film qui, quoique technique, montre la vie des populations concernées comme dans une télé réalité. C'est d'ailleurs un programme de TV 5 Monde. Les 15 kilomètres de la baie de Han à Dakar, lieu de baignade très prisé il y a 20 ans, sont aujourd'hui un égout à ciel ouvert. Tous les rejets dus à la pression démographique et à l'industrialisation (agroalimentaire, pharmacie, petite mécanique...) aboutissent dans la mer, sans traitement. Les WC sont dans les rochers et dans l'eau, le sang des abattoirs aussi. C'est le « canal 6 » qui reçoit tout, alors qu'il était destiné aux seules eaux pluviales. La pêche, activité de base, est sinistrée. Il y a peu de poisson sur les marchés, car il faut aller le chercher très loin au large. La santé des enfants et des personnes âgées est menacée.

Depuis quelques années des efforts considérables sont faits pour que l'alimentation en eau potable et l'assainissement se rapprochent des objectifs du millénaire du développement (OMD) en 2015. Avec des financements provenant, notamment, de la Banque africaine de développement, de la Banque européenne d'investissement, de l'AFD, les organismes sénégalais compétents en matière d'adduction d'eau et d'assainissement ont lancé le programme « Eau et assainissement ». Il suppose que les industriels modifient profondément leurs processus de fabrication, d'où des dépenses élevées, auxquelles s'ajoutera la participation à l'entretien du dispositif.

Le sable de la plage est maintenant dépollué : on a retiré de gros camions de pneus et des carcasses de pirogues. Le programme apportera l'eau potable dans les familles et les usines. Les eaux usées, privatives et industrielles, seront traitées et rejetées, une fois dépolluées, à 3 kilomètres au large. Travail énorme, car il n'y a que trois stations d'épuration qui nettoient 20 % des eaux usées.

Là où l'eau arrive déjà, les femmes se réjouissent, car elles sont ainsi déchargées de la corvée d'eau à la borne fontaine. Dans certains villa-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

ges, elles évitent même des bagarres graves autour des puits à fonctionnement manuel et à production insuffisante. Mais lorsqu'il y a un château d'eau, il alimente 18 villages, 36 bornes fontaines, 116 branchements particuliers, plus le raccordement des édifices publics.

D'ici 2012, on devrait pouvoir se baigner à nouveau dans la baie de Han. D'ici 2015, l'eau doit arriver dans 85 % des foyers et l'assainissement devrait sécuriser 78 % des établissements industriels et des maisons.

Consolation ? L'émission de TV 5 commence par un reportage sur la baie de Rio au Brésil : il y a autant de déchets. ■

R. G

TV 5 Monde Ecran vert. 23 février 2009 : http://www.tv5.org/TV5Site/emission/emission-15-Ecran_vert.htm?epi_id=292&x=11&y=10

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Xavier de Franssu, Secrétaire générale : Claudie Lasserre, Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy, Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Desessard

Crédits photos RD : Jacques Schwartz

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : endacade@wanadoo.fr

Site : www.afrique-demain.org

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X

Partenariat CRDP de Rouen et l'Université du Havre



L'Afrique en mouvement

Toutes les conférences tenues à l'Université du Havre ont fait l'objet d'enregistrements audio et de fiches pédagogiques que vous pouvez consulter ou télécharger sur les sites du CRDP de Haute-Normandie ou le CDDP de Seine-Maritime.

CRDP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>
CDDP de Seine-Maritime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>



Agenda de la Cade

Rencontres-débats à l'ENA
de 17 h 45 à 19 h 45



Cycle « Lieux et territoires de mobilisation des ressources futures »

- **Mardi** 19 mai : « Les échanges ville-campagne et le réaménagement des territoires »
- **Jedi** 25 juin : « La maîtrise des échanges et la mobilisation concertée de ressources des villes et des campagnes »

A la prochaine rentrée

La Cade prévoit d'entamer à la rentrée deux cycles en alternance. L'un portera sur **les capacités d'entreprendre en Afrique** et l'autre sur **la vie littéraire**.

Les premières dates retenues sont les mercredi :

- 14 octobre
- 18 novembre
- 16 décembre.



Annonces

Exposition

Le musée d'art et d'histoire Louis Senlecq à L'Isle-Adam (en [Ile de France](#)) organise, **du 3 mai au 20 septembre 2009**, une exposition nourrie des expéditions de Louis Gustave Binger au temps de l'Afrique précoloniale :



« L'Afrique en Noir & Blanc »

Plus d'informations :

Site officiel du [Musée d'art et d'histoire Louis Senlecq](#)

31 Grande Rue, 95290 L'Isle-Adam

Tél. 01 34 69 45 44 Courriel : museelouissenlec@free.fr

Ouvert tous les jours, de 14h à 18h sauf le mardi et certains jours fériés. Plein tarif : 3.20 € / Tarif réduit : 2.50 €

Abonnement à La Lettre de la CADE :

NomPrénom.....

Adresse

Code postalVille

Courriel

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association en 2009, comprenant l'abonnement : 45 €
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

